

L'observatoire

de l'économie du Pays de Brest

#117

La lettre des observatoires de l'ADEUPa - octobre 2013

DÉFINITION DE L'OBSERVATOIRE

Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoise », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle du Pays de Brest. Il représente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché du travail. Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée auprès des entreprises, en collaboration avec la CCI de Brest et la CCI Bretagne.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses.



Credit photo: Simon Cohen - Bmo

PARTENAIRES: POLE EMPLOI, BANQUE DE FRANCE, CHAMBRE D'AGRICULTURE DU FINISTÈRE, CCI DE BRETAGNE, CCI DE BREST, CMA 29, BMO, DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT DE BRETAGNE, DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, INSEE BRETAGNE, DIRECTION DES SERVICES FISCAUX, SOUS-PREFECTURE, TRÉSORERIE GÉNÉRALE, TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST, UBO, URSSAF DU FINISTÈRE, MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU PAYS DE BREST

(ADEUPa)
B R E S T



Pétrolier: TI Europe en réparation chez Damen. Crédit photo: Jean-François RAULT - Bmo

1^{er} semestre 2013 : pas d'inversion de tendance

La situation économique du Pays de Brest ne s'est guère améliorée au 1^{er} semestre. Plusieurs indicateurs convergent et illustrent les difficultés des entreprises : baisse des chiffres d'affaires, défaillances de sociétés, moindre recours à l'intérim, recul de l'investissement. Le secteur du bâtiment est particulièrement pénalisé par la chute de la construction neuve de logements et de locaux. Les professionnels craignent désormais une baisse de l'activité sur le marché de la rénovation, du fait du relèvement du taux de TVA à 7 % début 2014.

Sur le marché du travail, peu de signaux amènent à penser à une reprise : hausse du nombre de demandeurs d'emploi supérieure à la moyenne régionale, chute des offres de Pôle emploi, baisse des déclarations préalables à l'embauche, progression des mesures de chômage partiel. Les chômeurs de longue durée sont les principales victimes de la dégradation du marché du travail : leur nombre croît le plus rapidement et ils

représentent désormais plus de 36 % de la demande d'emploi. Ce phénomène nécessite une attention particulière pour éviter un effet « file d'attente » trop conséquent.

Dans ce contexte, la consommation des ménages du Pays de Brest a diminué ce semestre. Leur niveau de trésorerie est resté stable alors que l'épargne progressait ; cela peut être interprété comme une crainte de l'avenir. Un tel climat n'est pas propice à l'investissement comme en témoignent la chute du nombre des permis de construire et le moindre recours au crédit habitat.

Pourtant, des perspectives plus favorables se dessinent au niveau national selon l'INSEE. Le PIB a rebondi au 2^e trimestre 2013 et l'activité serait progressivement mieux orientée. Rendez-vous dans le prochain numéro de l'observatoire pour vérifier si cette embellie conjoncturelle annoncée se confirme en France et dans le Pays de Brest.

Perspectives peu favorables

Enquêtés en juin 2013, les chefs d'entreprises de la région brestoise font part d'une situation économique encore tendue. Cette tendance devrait peu évoluer dans les prochains mois et se manifester par une érosion des chiffres d'affaires et de la rentabilité, un ralentissement des investissements et une frilosité des embauches.*

Le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest est en repli au 1^{er} semestre 2013 par rapport à 2012, du fait d'une baisse de la demande sur le marché intérieur et des débouchés à l'export. L'ensemble des secteurs d'activité sont pénalisés. Le secteur agroalimentaire se distingue néanmoins par une relative bonne tenue des ventes à l'étranger alors que la situation est très difficile pour les entreprises d'abattage situées dans le reste du département.

*Cf. tableau de bord conjoncturel du bassin de Brest - 1^{er} semestre 2013 - ADEUPa / CCI Brest / CCI Bretagne

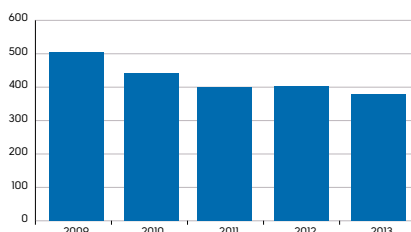
Le trafic aérien touché par la crise économique

Les résultats de l'aéroport Brest Bretagne sont impactés par le contexte économique. La plateforme brestoise perd ainsi 8,5 % de son trafic global par rapport au 1^{er} semestre 2012. La seule liaison avec Roissy enregistre un recul de 26 %, amplifié par le retrait d'Easyjet. Toutes les liaisons régionales sont à la baisse, à l'exception notable de Lyon qui progresse encore de 7 %, et dans une moindre mesure, de Toulon. Sur les lignes régulières européennes, Barcelone confirme son succès (+ 25 %), alors que les liaisons avec l'Angleterre restent relativement stables. Ce sont sans doute les destinations vacances qui payent le plus lourd tribut à la crise : les liaisons charters sont en recul de 22 % (- 36 % pour les seules destinations européennes).

Des créations d'entreprises moins nombreuses

La plupart des régions de France s'inscrivent dans la stabilité ou dans la diminution durant le premier semestre 2013 au regard du premier semestre 2012, à l'exception de l'Alsace (+ 3 %). Hors auto-entrepreneurs, le nombre de créations d'entreprises dans le Pays de Brest a reculé de 6 % au 1^{er} semestre 2013 par rapport à l'année précédente. Les services aux entreprises représentent l'un des seuls secteurs qui bénéficie d'une certaine dynamique.

Création d'entreprises dans le Pays de Brest au 1^{er} semestre



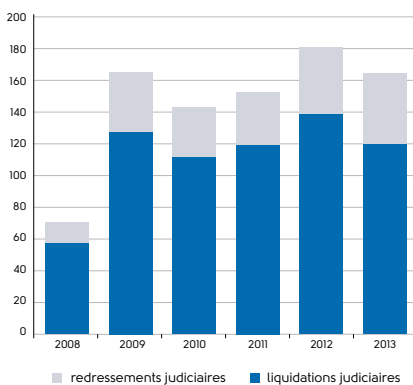
Source : CCI Brest, CMA29, données hors auto-entrepreneurs

Repli des défaillances d'entreprises

Les défaillances d'entreprises ont reculé de 9 % par rapport au 1^{er} semestre 2012. Bien que positif, ce résultat masque des difficultés pour des entreprises de taille importante. Peuvent notamment être cités plusieurs cas dans le secteur de la construction et de l'industrie : redressements judiciaires de la Serrurerie brestoise (59), de l'Industrielle du Ponant (77) ou liquidations judiciaires de Kanabeach (une soixantaine) et d'EBPC (46 salariés).

Une attention particulière est également portée à la mise en redressement judiciaire des groupes Doux et Gad, situés aux portes du Pays de Brest et qui entretiennent des fortes relations avec le territoire.

Redressements et liquidations judiciaires prononcés au Greffe du Tribunal de Commerce de Brest au 1^{er} semestre



Source : Greffe du Tribunal de Commerce



Credit photo : Jean-François RAULT - Bmo

CONJONCTURE NATIONALE : VERS UNE LENTE AMÉLIORATION ?

Après un recul de 0,2 % chacun des deux trimestres précédents, le PIB national a augmenté de 0,5 % au 2^e trimestre 2013. C'est la plus forte hausse depuis début 2011.

D'ici la fin de l'année 2013, l'activité devrait se redresser très lentement et le recul de l'investissement devrait progressivement être moins prononcé.

En dépit de ces perspectives plus favorables, du fait de la faiblesse de l'activité, la situation sur le marché du travail devrait continuer à se détériorer jusqu'à la fin de l'année.

Analyse sectorielle

Industrie : climat tendu

Selon la Banque de France, l'indicateur du climat des affaires dans l'industrie bretonne reste positionné en deça de sa moyenne de longue période. Dans le secteur agroalimentaire, les professionnels jugent le carnet de commandes trop étroit, même si l'année 2013 a plutôt bien démarré pour les exportations. La mise en redressement du groupe Gad en février 2013 et la menace de fermeture de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau (850 salariés) inquiètent les professionnels de la filière. La décision de l'Union européenne, en juillet 2013, de supprimer les aides à l'exportation de volailles congelées fragilise également le secteur. Les groupes Doux (Châteaulin) et Tilly-Sabco (Guerlesquin), qui expédient les poulets surgelés vers le Moyen-Orient, sont directement concernés.

Dans le Pays de Brest, le climat est terne : le chiffre d'affaires réalisé par les industriels a reculé, l'emploi intérimaire s'est replié de 15 % en un an et le niveau d'investissements est faible.

La réparation navale civile renoue avec la croissance

Le retour progressif des navires au chantier de Damen se confirme. Presque tous les indicateurs sont à la hausse. 19 navires se sont succédés dans les formes au 1^{er} semestre, 18 sur les quais. Le nombre de jours d'occupation des formes est en progression de 391 % et celui des quais de 119 %. Le nombre d'heures de grues est passé de 532 à 3 552 h. Les arrêts techniques, notamment de méthaniers et de pétroliers, dont l'un des plus grands doubles coques du monde, témoignent d'une notoriété retrouvée en termes de technicité et de sécurité. Mais un peu plus d'un an après la reprise de la Sobrena, si

les armateurs reviennent, le chantier n'a pas encore retrouvé l'activité de 2007 et il reste à Damen Shiprepair Brest à parvenir à l'équilibre financier.

Port de commerce : + 1 %

Après un début d'année difficile, le port enregistre une croissance limitée à +1 %. Ce sont les marchandises diverses (+ 37 %) qui maintiennent le bilan légèrement positif. Le trafic de viandes congelées par conteneurs, qui avait souffert des difficultés de Doux en 2012, s'est redressé (+ 11 %), mais risque de reculer à nouveau avec les récentes décisions européennes. Le trafic de pommes de terre chute de 75 % par conteneurs et de 84 % par palettes. Les vracs solides et liquides agroalimentaires baissent respectivement de 18 % et de 17 %. La moindre activité enregistrée dans le bâtiment impacte le trafic de sable (- 13 %) et de ciment (- 5 %). A l'inverse, le trafic d'hydrocarbures s'accroît de 10 %. Le trafic conteneurs progresse de 17 %.

Bâtiment et travaux publics : un secteur exposé

En Bretagne, la Banque de France estime que l'activité continue à se replier et les perspectives pour les mois à venir restent sombres. Le renouvellement des carnets de commande demeure difficile.

Pour les entreprises du Pays de Brest, la situation reste tendue également : les chiffres d'affaires sont orientés à la baisse, l'emploi intérimaire s'est nettement replié en un an et plusieurs entreprises sont en redressement judiciaire. Le marché reste atone du fait de la faiblesse des mises en chantier de logements et des investissements des entreprises. Le relèvement du taux de TVA

à 7 % au 1^{er} janvier 2014 inquiète la profession, qui craint une baisse de l'activité sur le marché de la rénovation. Par anticipation, les ménages pourraient accélérer les dépenses d'amélioration et d'entretien avant la fin d'année.

Des services exposés à la baisse de consommation des ménages

En Bretagne, après deux trimestres de croissance, les services marchands hors intérim perdent des emplois au 1^{er} trimestre 2013. Le déclin est quasi-généralisé et la situation se détériore particulièrement dans le secteur du commerce.

Dans le Pays de Brest, la situation est contrastée suivant les secteurs. La filière transports/entrepôt subit une nouvelle baisse d'activité qui se manifeste par un recul significatif de l'intérim (-19 % en un an). En revanche, côté activités scientifiques et techniques, le niveau d'activité semble se maintenir, voire légèrement progresser. Pour les activités commerciales, la situation est difficile, du fait d'une situation dégradée sur le marché du travail et d'une consommation des ménages en berne.

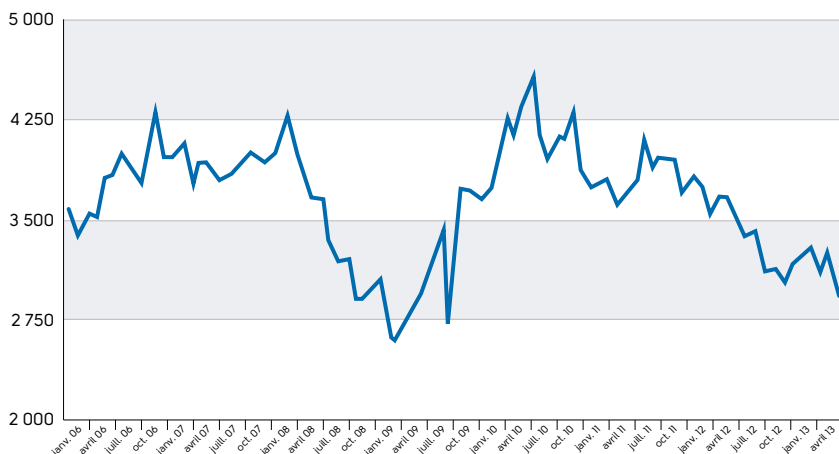
Érosion continue de l'intérim

Fin juin 2013, 2 880 intérimaires travaillaient dans le Pays de Brest, soit un recul de 18 % en un an. Par rapport au niveau régional (-7 %), la situation est plus délicate localement. Ces mauvais résultats illustrent les difficultés rencontrées par les entreprises, tout particulièrement dans les filières de la construction et de l'industrie. Par exemple, dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, environ 800 intérimaires sont employés en juin 2013, soit 300 salariés de moins en un an.

Recrudescence du chômage partiel

Le recours au chômage partiel permet aux entreprises de conserver les salariés en dépit d'une baisse d'activité ponctuelle, qui peut être imputable à la conjoncture économique. Au 1^{er} semestre 2013, le volume d'heures de chômage partiel a été triplé par rapport à 2012. Le dispositif a particulièrement été utilisé par les industriels (fabrication de cartes électroniques, chaudronnerie, réparation navale, fabrication de matériaux de construction).

Évolution mensuelle de l'emploi intérimaire (CVS*)



Source : Pôle emploi *CVS : corrigées des variations saisonnières

Recul de l'investissement

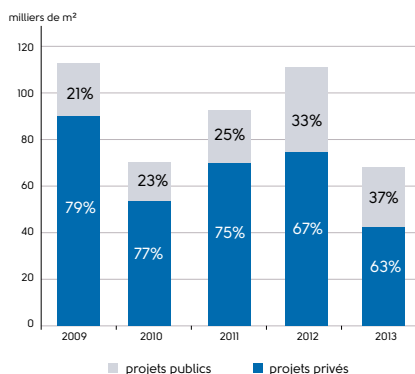
Le nombre de mètres carrés autorisés dans le non résidentiel a fléchi au 1^{er} semestre 2013 (-39 % par rapport au 1^{er} semestre 2012). Ce recul touche plus particulièrement le marché des bureaux (-79 %) et celui des bâtiments industriels (-56 %).

Même si les investissements dans le secteur public s'inscrivent également en baisse, de grosses opérations ont été autorisées au cours du 1^{er} trimestre. Il s'agit notamment d'un projet de plus de 13 000 m² dans le secteur de la santé à Crozon et de la rénovation et extension d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées à Brest (5 534 m²).



Crédit photo : ADEUPa

Surface des locaux autorisés au 1^{er} semestre et part des projets privés et public



Source : DREAL – SIT@DEL2

Principales opérations autorisées au 1^{er} semestre 2013

Demandeur	Lieu des travaux	Destination	Surface de plancher autorisée
Hôpital de la Presqu'île de Crozon	4 rue Théodore Botrel Crozon	Santé	13 048 m ²
Brest Métropole Habitat	Rue de Champagne Brest	Social	5 534 m ²
SCI Sélection Brest	Rue Alphonse Penaud Guipavas	Stockage	3 548 m ²
L'immobilière, Groupe Casino Saint Etienne	Route de Gouesnou Brest	Commerce	3 098 m ²
SCI foncière du Pont de Bois	Rue du Pont de Bois Saint-Renan	Commerce	2 875 m ²
CIRMAD Prospectives	Rue Proud'Hon Brest	Hôtel	2 602 m ²
SCI Kroas Hent	Tal ar Groas Crozon	Entrepôt	2 080 m ²
SARL Trebellec Camaret sur Mer	Rue du Menez Hom Telgruc sur Mer	Commerce	2 057 m ²

Source : DREAL – SIT@DEL2



Construction de la grande salle de spectacles sportifs et événementiels à Brest. Crédit photo : Dominique Leroux

ÉCONOMIE BRETONNE

Forte croissance du chômage

L'opinion des industriels bretons, bien qu'en légère progression au 1^{er} semestre 2013, reste inférieure à sa moyenne de longue période, d'après les enquêtes de la Banque de France. Dans les services marchands, le climat conjoncturel s'est dégradé en un an. Le secteur de la construction continue à être pénalisé par un manque d'investissements ; le repli devrait se poursuivre au cours des mois à venir.

Ces baisses d'activité se manifestent au 1^{er} semestre 2013 par un recul significatif de l'emploi dans tous les départements bretons selon l'INSEE. Les secteurs de l'industrie, du commerce et de la construction sont particulièrement concernés.

DEMANDEURS D'EMPLOI

Une demande d'emploi qui continue sa progression

Fin juin 2013, 16 188 personnes recherchaient à temps plein un emploi dans le Pays de Brest. Un volume en hausse de 15,5 %, soit 2 167 personnes supplémentaires rapporté à juin 2012. Cette progression est supérieure aux moyennes régionale (+14,5 %) et nationale (+11,8 %).

Dans le même temps, 26 282 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les catégories A, B et C. Ici aussi, les évolutions sont supérieures au niveau du bassin de l'emploi : +12,3 % contre +10,7 % en Bretagne et +9,2 % au niveau national.

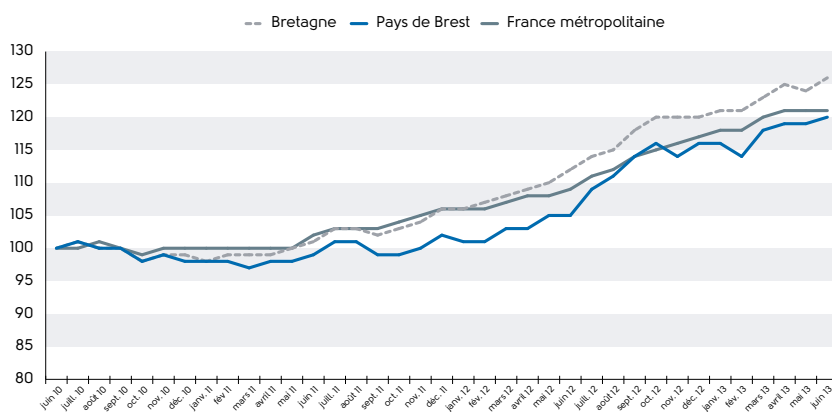
Croissance du chômage de longue durée

Les demandeurs d'emplois de moins de 25 ans et de longue durée sont les profils qui ont subi les plus fortes hausses en ce 1^{er} semestre 2013.

Le chômage des **hommes** augmente plus vite que celui des **femmes** (+20,8 % contre +10 %). Ils représentent plus de 52 % des demandeurs d'emploi contre 50,1 % l'an dernier. Cette progression est davantage marquée localement et s'explique en partie par les difficultés des secteurs de la construction et de l'intérim.

16,4 % des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans. La croissance de cette classe

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (indice 100 en juin 2010, données corrigées de variations saisonnières)



Source : Pôle emploi

d'âge est plus rapide dans le Pays de Brest (+19,1 %) qu'au niveau national (+9,7 %). Au final, 2 658 **jeunes** recherchent un emploi contre 2 010 au 30 juin 2012.

L'augmentation de la demande des **seniors** a été moins marquée qu'en Bretagne, même si elle reste conséquente (+15,7 % dans le Pays de Brest contre +17,2 %). Leur part relative est donc moins forte qu'ailleurs avec 21,7 % des demandeurs contre plus de 22 % en Bretagne et en France.

Les **chômeurs de longue durée** sont les principales victimes de la dégradation du marché du travail. Leur nombre a augmenté de 24,1 % en un an, soit plus de 1 100 personnes supplémentaires. Une progression inférieure à la moyenne bretonne (+27,4 %), mais supérieure à celle de la France (+21,6 %). Ils représentent désormais plus de 36 % de la demande contre 33 % en juin 2012. Un niveau équivalent à ce qui est constaté par ailleurs.

La structure de la demande d'emploi au 30 juin 2013 (données brutes)

	Pays de Brest			Bretagne			France métropolitaine		
	Nombre	% DEFM	Évolution 06/12 à 06/13	Nombre	% DEFM	Évolution 06/12 à 06/13	Nombre	% DEFM	Évolution 06/12 à 06/13
Total demandeurs d'emplois de catégorie A	16 188		+15,5%	130 947		+14,5%	3 065 482		+11,8%
Dont les femmes	7 700	47,6%	+10,0%	62 847	48,0%	+12,9%	1 469 217	47,9%	+10,6%
Dont les jeunes (moins de 25 ans)	2 658	16,4%	+19,1%	20 540	15,7%	+15,2%	476 217	15,5%	+9,7%
Dont les seniors (d'au moins 50 ans)	3 505	21,7%	+15,7%	29 664	22,7%	+17,2%	685 468	22,4%	+16,9%
Dont les chômeurs de longue durée	5 881	36,3%	+24,1%	46 795	35,7%	+27,4%	1 110 438	36,2%	+21,6%

Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère

- 1 - Catégorie A : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
- 2 - Catégorie B : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e de 78 heures ou moins au cours du mois).
- 3 - Catégorie C : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e de plus de 78 heures au cours du mois).

Taux de chômage à 9,5 %

Le taux de chômage français s'approche dangereusement du record historique de 1997 (10,8 %). Plusieurs analystes redoutent un dépassement de ce pic pour 2014. Selon l'OFCE et le Fonds monétaire international, le taux de chômage devrait dépasser 11 % au 4^e trimestre 2013 en France.

Le taux de chômage de la zone d'emploi de Brest croît en ce 2^e trimestre 2013 (+0,3 point), au même rythme qu'au niveau régional. Il atteint désormais 9,5 %. Comme en début d'année dernière, le taux de chômage breton (9,4 %) se rapproche de celui de la zone d'emploi brestoise.

Baisse du nombre de déclarations préalables à l'embauche

Plus de 90 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été émises dans le Pays de Brest lors du 1^{er} semestre 2013 (un volume en baisse de 3,7 % par rapport à la période précédente). Ce repli contraste avec les tendances de 2012. L'augmentation des embauches alors observée avait été imputée au manque de visibilité des employeurs et au recours à des contrats courts, ainsi qu'à des événements exceptionnels (élections présidentielles et législatives, fêtes maritimes). Si l'on compare le volume de DPAE au 1^{er} semestre 2011, il y a eu un bond de 8 %.

41 % des embauches se réalisent dans les activités de services administratifs et de soutien (c'est-à-dire principalement l'emploi intérimaire, le nettoyage, la sécurité, etc.). Ce secteur affiche une baisse de 2 000 contrats ce semestre par rapport à 2012, soit un recul de 5,1 %.

Le secteur de la santé concentre 16 % des embauches et arrive en 2^e position.

Ce domaine reste l'un des plus dynamiques puisque 1 700 contrats supplémentaires ont été signés entre le 1^{er} semestre 2012 et celui de 2013.

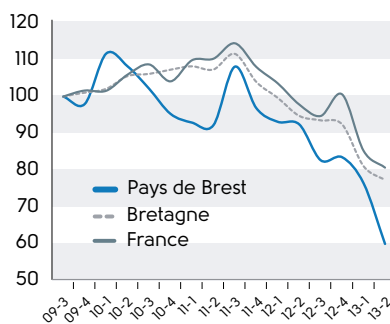
A contrario, l'activité agriculture & pêche est celle qui a accusé le plus fort recul avec -30 % ou 2 182 déclarations en moins.

Les principaux secteurs en recul sont ceux soumis plus particulièrement aux caprices conjoncturels ou de saisonnalité.

Si le 1^{er} semestre 2011 sert de période de référence, le seul secteur en repli est celui du transport et de l'entreposage (-9 %, soit -158 contrats).

Chute des offres de Pôle emploi

Évolution du volume total des offres enregistrées par Pôle emploi (données CVS base 100 au 3^{ème} trimestre 2009)



Source : Pôle emploi.

Entre le 1^{er} semestre 2013 et celui de l'année dernière, Pôle emploi a émis 24 % d'offres en moins (soit -2 280). Une baisse moins forte est enregistrée dans les territoires de référence, avec -17 % en Bretagne et en France.

Cette diminution significative concerne principalement les offres temporaires et de courte durée. Mécaniquement, une hausse proportionnelle des offres d'une durée de plus de 6 mois est observée : 48 % du total dans le Pays de Brest, contre 43 % en Bretagne ou 45 % en France.

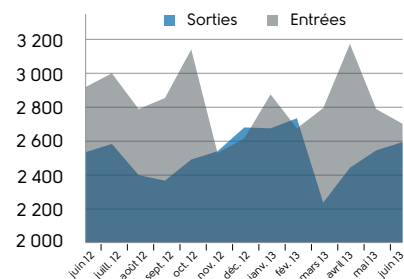
Les métiers de la restauration ont subi la diminution la plus importante avec 144 offres de moins. Une avant-saison touristique difficile en raison des mauvaises conditions météorologiques, la baisse de la consommation des ménages et l'absence d'événementiel peuvent expliquer cette tendance.

Viennent ensuite les emplois « assistance auprès d'adultes », dont le secteur de l'aide à domicile. Les besoins peuvent ralentir temporairement avec la réorganisation des associations du secteur et la remise en cause de la défiscalisation de ces services.

Entrées et sorties de la demande d'emploi : un faible différentiel, toujours à l'avantage des entrées

Corrigées des variations saisonnières, les entrées sont toujours supérieures au nombre de sorties au 30 juin 2013. Cependant, l'écart est moins conséquent au regard de la situation de juin 2012.

Évolution du nombre d'entrées et de sorties en catégorie A,B,C, (données corrigées des variations saisonnières)

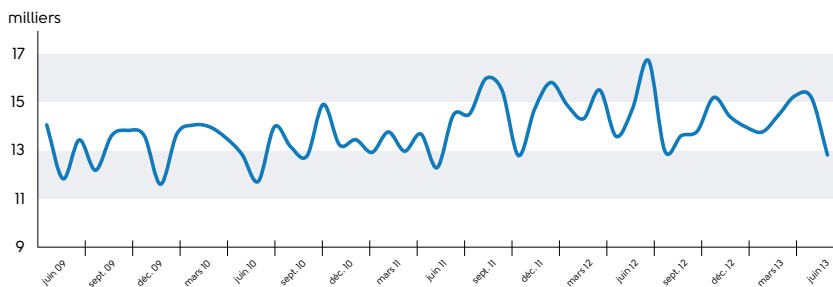


Source : Pôle emploi

Plus de 400 personnes sont sorties des listes de Pôle emploi grâce à la reprise d'un emploi, un motif en baisse de 10 %. Le nombre de sorties pour motif d'absence a augmenté de 5 %. Les raisons de l'absence peuvent être multiples (reprise d'un emploi sans en informer Pôle emploi, simple oubli d'actualisation, ...). Concernant les entrées, la principale cause reste la fin de contrats temporaires : un motif en recul de 13 %, un des seuls indicateurs positifs du marché de l'emploi ce trimestre.

Évolution des déclarations préalables à l'embauche

(données corrigées des variations saisonnières)



DPAE : Les Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) ont pour avantage de comptabiliser l'ensemble des embauches réalisées sur le territoire (y compris le marché dit « caché »). La vision est donc exhaustive sur les secteurs recruteurs. En revanche, les DPAE présentent l'inconvénient de prendre en compte toutes les offres, temporaires comme pérennes.

Source : Pôle emploi.

Les ménages

Une situation toujours difficile



Credit photo : Franck Bétermin - Bmo

La baisse de la consommation des ménages observée dans le Pays de Brest au second semestre 2012 se confirme en ce début d'année, d'après les données de la Direction des services fiscaux. Les perspectives du marché de l'emploi continuent d'être négatives et contribuent à affaiblir la confiance des ménages pour l'avenir. Dans ces conditions et en dépit d'un contexte de stabilité des prix, les ménages diminuent leur consommation.

Dans ce contexte, la situation financière des ménages du Pays de Brest n'a que peu évolué : leur niveau de trésorerie est resté stable alors que le recours au crédit à la consommation ne baissait que très légèrement. Le recours aux crédits revolving diminue, comme depuis le début de la crise.

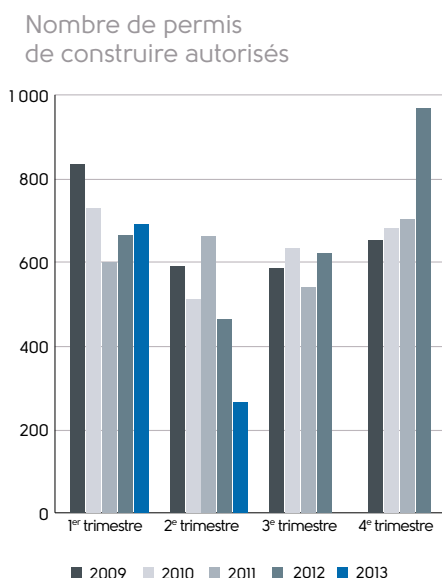
Face à l'incertitude des prochains mois, les ménages continuent d'épargner et anticipent ainsi des lendemains difficiles. L'épargne rémunérée et l'épargne assurance sont privilégiées alors que l'épargne financière se maintient.

Construction neuve en repli

Le ralentissement du recours au crédit habitat se confirme ce semestre ; dans le même temps, les encours d'épargne logement poursuivent leur diminution amorcée au cours du second semestre 2012.

Si le début de l'année témoigne d'un maintien d'activité pour les constructions, les chiffres du 2^e trimestre sont extrêmement

bas. Cette évolution vaut aussi bien pour l'individuel pur que pour le logement collectif ; c'est surtout pour l'individuel groupé que l'évolution est la plus marquée avec une progression au 1^{er} trimestre et un effondrement au second. Principale explication à cette tendance, le PLU a été suspendu en janvier 2013 et de nombreux promoteurs ont anticipé les dépôts de permis de construire.



Source : DREAL - Sit@del2

STABILISATION DE LA SITUATION DES MÉNAGES

L'INSEE prévoit une stabilisation du pouvoir d'achat pour les ménages français qui bénéficient de la baisse marquée de l'inflation, mais restent pénalisés par la dégradation du marché du travail.

Les autorisations de construire sont reparties à la hausse au 1^{er} trimestre (meilleur 1^{er} trimestre depuis 2008).

Selon la Banque de France, la consommation des ménages est stable tout au long du 1^{er} semestre ; cela marque un réel changement de tendance après une phase de baisse qui avait débuté début 2011.

Lors du 2^e trimestre, la hausse des dépenses en biens durables et en énergie compense le repli des achats alimentaires. Les crédits à la consommation tendent à diminuer de façon moins soutenue que dans le reste de l'Europe, en raison notamment de taux d'intérêt plus faibles.



Crédit photo : Pierrick Ségalien - Bmo

CHIFFRES-CLÉS

Pays de Brest

Emplois en 2010 :

160 753 emplois
dont

143 778 emplois salariés

Source : INSEE, RP

Nombre de demandeurs d'emploi

Au 30 juin 2013

16 188 en catégorie A

26 282 en catégorie A, B, C

Source : Direccte Unité territoriale du Finistère

Taux de chômage dans la zone
d'emploi de Brest
au 2^e trimestre 2013

9,5 %

Source : INSEE

Dates du semestre

- Janvier**
- La société **CNN MCO** (Guipavas), spécialisée dans le maintien en condition opérationnelle des navires, a obtenu l'entretien de neuf bâtiments avisos de la Marine nationale.
 - L'imprimeur **Cloître** (Saint-Thonan) lance un programme d'investissement de 4 M€ pour rester à la pointe de la technologie.
 - **DCNS** devient le principal actionnaire de la société irlandaise **OpenHydro**, spécialisée dans la conception de turbines hydroliennes.
 - **Cap Ingelec**, entreprise d'ingénierie technique, va s'implanter à Brest et recruter 10 cadres. Elle travaille notamment pour le secteur militaire.
- Février**
- La société **Bopp** (Lanvéoc), spécialisée dans les treuils et filiale du groupe concarnois Piriou, s'implante en Chine. Cette filiale intervient dans l'assemblage de treuils pour les activités offshore.
 - En redressement judiciaire, l'entreprise **Brest Tôlerie** (Plouzané, 42 salariés) est reprise par le groupe italien Ittom et devient **Bresto France**.
 - En redressement, la société brestoise **Rousseau** (45 salariés), spécialisée dans le génie climatique, est reprise par le groupe **SNEF**.
- Mars**
- **Kanabeach** (Locmaria-Plouzané), spécialisée dans le textile et le prêt-à-porter, est liquidée ; une soixantaine de personnes vont être licenciées. La marque a été rachetée en juin 2013 par le groupe rennais Oberthur.
 - L'entreprise italienne **Farcoderm**, spécialisée dans la sécurité et l'efficacité des produits cosmétiques, ouvre une agence à Brest. Une implantation choisie pour se rapprocher du service de dermatologie du CHRU.
- Avril**
- **Savéol** inaugure le site de Savéol Nature à Guipavas. Une douzaine de salariés s'occupent de l'élevage d'insectes afin de proscrire l'usage de produits chimiques pour la pousse des tomates. Un centre de R&D est créé.
- Mai**
- **L'Hôtel du Château de Sable** ouvre à Porspoder (27 chambres, restaurant gastronomique, jacuzzi...). Près de 4 M€ ont été investis pour transformer l'ancienne colonie de vacances en un hôtel 4 étoiles.
 - L'entreprise de plâtrerie et de carrelage **EBPC** (Brest, 46 salariés) a été placée en redressement judiciaire.
 - La société brestoise **France Pari Sportif** (10 salariés), spécialisée dans les paris en ligne, s'est vue retirer son agrément et a cessé son activité.
 - Le tribunal de commerce prononce la liquidation judiciaire de la société **Le Baron-Beaudouard**, spécialisée dans les travaux de peinture, ravalement, sols et décoration (Landerneau). 21 salariés sont concernés.
 - **DCNS** et **Piriou** créent la société commune **Kership** et visent le marché international des petits bâtiments qui assurent la protection des eaux territoriales et l'action de l'Etat en mer.
- Juin**
- Brest renoue avec les très grands navires : le pétrolier Ti Europe, un des plus grands au monde, entre en réparation navale chez **Damen**.
 - **La Serrurerie brestoise** (travaux de menuiserie métallique et serrurerie), installée à Guipavas, est placée en redressement judiciaire. L'entreprise emploie 59 salariés.
 - **Danisco** (Landerneau) se lance dans la production pharmaceutique, les algues étant utilisées pour traiter les reflux gastro-oesophagiens. Ce projet s'accompagne d'une modernisation des outils, d'une extension des locaux et du recrutement de 17 salariés.
 - **L'Industrielle du Ponant**, chaudronnerie-tôlerie située à Plouédern, est en redressement judiciaire (77 salariés).

(ADEUPa)
BREST

L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE
DE LA ZONE D'EMPLOI DE BREST

Directrice de la publication:

Claire Guihéneuf

Réalisation: Lucie Bianic,
Nadine Le Hir, François Rivoal

Traitements statistiques:

Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page:

d'uneid@l'autre.com

avec le concours d'Hippocampe

Contact: ADEUPa – 24 rue
de Coat ar Gueven 29200 Brest

Tél: 02 98 33 51 71

adeupa-de-brest@adeupa-brest.fr

Site internet: www.adeupa-brest.fr

Tirage: 600 exemplaires

Dépôt légal: 4^e trimestre 2013

ISSN: 1623-6084

Réf. : 13/277